



CHAPITRE 91

Loi supprimant des restrictions de construire grevant certains immeubles de la succession Irving Brown

[Sanctionnée le 30 juin 1972]

Préambule.

ATTENDU que Edward Samuel Berger, Morris Rosenberg et Louis Orenstein, tous trois de la Ville de Montréal, ont, par leur pétition, représenté:

Qu'ils sont les exécuteurs testamentaires et fiduciaires des biens laissés par Irving Brown, décédé à Montréal le 13 août 1964, en vertu d'un testament en date du 4 février 1964 fait suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre;

Que le testateur possédait, avant son décès, les subdivisions 207, 208 et 209 du lot originaire 1654 du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine, en vertu d'actes enregistrés au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous les numéros 1069978 et 1312469;

Qu'ils ont fait l'acquisition, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires de ladite succession et conformément aux pouvoirs qui leur ont été conférés par ledit testament, de la subdivision 210 du lot originaire 1654 du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine, en vertu d'un acte enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1968650;

Que lesdites subdivisions de lot sont grevées de servitudes par deux actes de vente enregistrés audit bureau, l'un sous le numéro 154866 et l'autre sous le numéro 154867;

Que chacun desdits actes impose sur lesdites subdivisions de lot des restrictions

CHAPTER 91

An Act to remove building restrictions affecting certain immoveables of the Irving Brown estate

[Assented to 30th June 1972]

WHEREAS Edward Samuel Berger, Morris Rosenberg and Louis Orenstein, all three of the City of Montreal, have by their petition represented:

That they are the testamentary executors and trustees of the property bequeathed by Irving Brown, who died at Montreal on the 13th of August 1964, under a will dated February 4, 1964 made in the form derived from the laws of England;

That the testator owned at his death subdivisions 207, 208 and 209 of original lot 1654 of the cadastre of the City of Montreal, St. Antoine ward, under deeds registered in the office of the registration division of Montreal under numbers 1069978 and 1312469;

That they acquired, as testamentary executors of the said estate and in accordance with the powers granted them by the said will, subdivision 210 of original lot 1654 of the cadastre of the City of Montreal, St. Antoine ward, by a deed registered in the office of the registration division of Montreal under number 1968650;

That the said subdivisions of such lot are encumbered by servitudes under two deeds of sale registered in the said office, one under number 154866 and the other under number 154867;

That each of the said deeds imposes on the said subdivisions of such lot, building

Preamble.

au droit de construire qui constituent une servitude perpétuelle en faveur de subdivisions contiguës et avoisinantes du même lot et que lesdites restrictions, exprimées en termes pratiquement identiques dans les deux actes, prévoient qu'il ne peut être construit sur lesdites subdivisions que des résidences privées de pas moins de deux ni plus de trois étages et que celles-ci doivent être érigées à au moins dix pieds de la ligne de rue;

Que ces servitudes grèvent lesdites subdivisions en faveur de plusieurs autres subdivisions du même lot originaire appartenant à différents propriétaires;

Que, dans ce secteur à proximité du centre des affaires, il existe plusieurs immeubles à logements multiples;

Que lesdites servitudes ont été établies il y a plus de cinquante ans et ne sont plus appropriées à la localité dans laquelle lesdits terrains sont situés;

Qu'il serait pratiquement impossible d'obtenir la renonciation auxdites servitudes par les propriétaires des autres subdivisions pour qui ces servitudes ne sont plus d'aucun intérêt pratique;

Qu'il est dans l'intérêt général que, nonobstant les servitudes créées dans les actes susdits et les références qui leur sont faites dans les actes subséquents, il soit permis de construire sur lesdites subdivisions un immeuble à logements multiples;

Attendu que les pétitionnaires ont demandé l'adoption d'une loi pour annuler ces servitudes et qu'il est à propos d'accéder à leur demande;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. Les servitudes imposant des restrictions au droit de construire grevant la subdivision 207 du lot originaire 1654 du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine, en vertu de l'acte de vente passé le 31 janvier 1913 devant le notaire Joseph L. Girouard, sous le numéro 2867 de ses minutes, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le numéro 154867, sont éteintes.

2. Les servitudes imposant des restrictions au droit de construire grevant les subdivisions 208, 209 et 210 du lot origi-

restrictions constituting a perpetual servitude in favour of adjoining and neighbouring subdivisions of the same lot, and the said restrictions, expressed in practically identical terms in both deeds, provide that only private residences of not less than two nor more than three stories may be built on the said subdivisions and that such residences must be built at least ten feet from the street line;

That such servitudes affect such subdivisions in favour of several other subdivisions of the same original lot belonging to different owners;

That there are several multiple dwelling buildings in such sector near the business centre;

That the said servitudes established more than fifty years ago are no longer appropriate for the locality in which the said land is situated;

That it would be practically impossible to obtain a renunciation of the said servitudes from the owners of the other subdivisions for whom such servitudes have no practical application;

That it is in the public interest to permit the construction of multiple dwelling buildings on the said subdivisions, notwithstanding the servitudes created in the aforesaid deeds and in the references made to them in the subsequent deeds;

Whereas the petitioners have prayed for the passing of an act to annul the above-mentioned servitudes and it is expedient to grant their prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The servitudes imposing building restrictions on subdivision 207 of original lot 1654 of the cadastre of the City of Montreal, St. Antoine ward, by virtue of the deed of sale made on the 31st of January 1913 before Joseph L. Girouard, notary, under number 2867 of his minutes and registered in the office of the registration division of Montreal West under number 154867, are extinguished.

2. The servitudes imposing building restrictions on subdivisions 208, 209 and 210 of original lot 1654 in the official plan

Extinction de servitudes.

Idem.

Servitudes extinguished.

Idem.

naire 1654 du cadastre de la cité de Montréal, quartier Saint-Antoine, en vertu de l'acte de vente passé le 31 janvier 1913 devant le notaire Joseph L. Girouard, sous le numéro 2866 de ses minutes, et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Montréal-Ouest sous le numéro 154866, sont éteintes.

and book of reference for St. Antoine ward, in the City of Montreal, by virtue of the deed of sale made on the 31st of January 1913 before Joseph L. Girouard, notary, under number 2866 of his minutes and registered in the office of the registration division of Montreal West under number 154866, are extinguished.

Radiation
d'enregist-
rement.

3. L'enregistrement des servitudes mentionnées aux articles 1 et 2 est rayé sur dépôt d'une copie authentique de la présente loi.

3. The registration of the servitudes mentioned in sections 1 and 2 shall be cancelled upon the deposit of an authentic copy of this act. Registra-
tion can-
celled.

Zonage
non
affecté.

4. La présente loi ne porte pas atteinte aux règlements de zonage et de construction de la Ville de Montréal.

4. This act shall not affect the zoning and building by-laws of the City of Montreal. By-laws
not
affected.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.